

Point de Vue

Ouest France - jeudi 30 juillet 2009

La Chine face à ses minorités

Vous avez peut-être appris leur nom ce mois-ci : ils s'appellent les Ouïghours. Ils sont à peine 10 millions, concentrés, pour l'essentiel, dans la province du Xinjiang, à l'extrême ouest de la Chine. Démographiquement, ils pourraient être quantité négligeable au regard des 1,3 milliard de citoyens de l'Empire du Milieu. Et pourtant, les violences du début du mois, déclenchées par une population brimée par le pouvoir central, ont lancé de nouveau à Pékin un défi de taille : la question des minorités.

Officiellement, le régime chinois reconnaît 55 minorités sur son territoire, représentant à peine 10 % de sa population. Deux provinces, essentiellement, revêtent un enjeu particulier. Le Tibet, contrôlé et sinisé de force depuis des décennies. Et, justement, le Xinjiang où la population ouïghoure, d'origine turco-iranienne et de confession musulmane, subit tous les méfaits d'une colonisation massive de la part de l'ethnie Han, majoritaire en Chine. Deux provinces où les sentiments d'appartenance ethnique, culturelle, religieuse, posent un problème de fond au pouvoir chinois.

Le régime de Pékin ne le découvre pas aujourd'hui. Depuis un demi-siècle, sa stratégie a toujours été la même. Mener par la force toute esquisse de révolte et, parallèlement, envahir démographiquement ces espaces étendus afin de rendre minoritaires les communautés autochtones. Il y est d'ailleurs presque parvenu.

Réflexe autoritaire

Ce qui est nouveau, c'est le cadre de référence du modèle chinois. L'effondrement de l'idéologie communiste et la montée, parallèlement, d'un nouveau type de capitalisme autoritaire changent les paramètres.

Les inégalités se creusent un peu partout en Chine. Dans le Xinjiang, ce fossé coïncide avec la division ethnique et culturelle. Et la renforce. Brisant ce qu'on appelait, aux heures de gloire du socialisme triomphant, la solidarité de classe.

Lorsque le régime soviétique s'est effondré, il y a vingt ans, le monde a pu mesurer combien l'extrême hétérogénéité de l'URSS, notamment dans le Caucase et en Asie centrale, avait pu miner le pouvoir central. Surtout au moment de l'ouverture introduite à Moscou par Gorbatchev dans les années 1980. Depuis dix ans, Poutine a choisi de restaurer la centralisation du pouvoir, le cas échéant par la force, au sein d'une Fédération de Russie qui reste très hétérogène.

La Chine, qui a, elle aussi, renoncé au ciment marxiste, est-elle menacée dans son unité ? Le parallèle entre Moscou et Pékin, en matière de nationalités, montre de réelles limites. En Chine, on ne parle pas de république mais, tout au plus, de provinces autonomes. En outre, si les Russes représentaient à peine la moitié de la population soviétique, plus de 90 % de la population chinoise appartient à l'ethnie Han.

Le réflexe autoritaire, en revanche, leur est commun. L'accusation de « séparatisme » est, en Chine, passible de la peine de mort, et le précédent de Taïwan est vécu, par les dirigeants, comme une cicatrice encore ouverte. Il ne faut donc pas s'attendre à la moindre souplesse de la part de Pékin vis-à-vis de ces deux provinces, le Tibet et le Xinjiang, dont la position géographique et les ressources naturelles sont un enjeu crucial pour une nation qui se représente toujours comme un empire.